

## Crise sanitaire et crise économique : combinaison lourde pour une économie assez fragile : le cas algérien (2010/2020)

### Health crisis and economic crisis : a heavy combination for a fairly fragile economy : the Algerian case (2010/2020)

Omar hadjene*	Radia bakhtache
hadjeneomar@yahoo.fr	hadjeneradia@gmail.com
Université Alger3, (Algérie)	Université Alger3, (Algérie)

Soumis le : 22/01/2022

Accepté le : 12/05/2022

Publié le : 04/06/2022

#### Résumé :

A l'instar des pays du monde frappés par la pandémie Covid-19, l'Algérie a vu sa situation économique et sociale se dégrader en étant déjà fragilisée par l'effondrement de la rente pétrolière moteur de croissance interne notamment depuis 2014. Cet article s'interroge sur les effets de cette combinaison de crise (économique et sanitaire), qu'on estime sévère, sur l'Algérie. Dans cette optique, un examen de la conjoncture économique d'avant et durant la crise sanitaire fut adopté afin d'appuyer les pistes de réflexions pour des politiques publiques adéquates. Ces dernières auront, de notre point de vu, deux grands axes comme priorité. Le lissage économique et sociale de ses effets simultanés analysés, dans le but de préserver le caractère sociale de l'Etat qui est au cœur de la société Algérienne, et dans un second lieu la relance interne qui garantira la résilience et la durabilité de notre économie, cette relance reste conditionnée, même si la situation pandémique prend fin, par la réforme économique structurelle qui assurera la transition vers une économie plus diversifié, celle-ci s'impose instamment.

**Mots clés :** covid-19, crise économique, croissance, carré magique, hydrocarbures

**Code Jel :** E31, E61.

#### Abstract :

Like the countries of the world hit by the Covid-19 pandemic, Algeria has seen its economic and social situation deteriorate, by being already weakened by the collapse of the oil rent, the engine of internal growth, in particular since 2014. This article wonders about the effects of this combination of crisis (economic and health), which is considered severe, on Algeria. With this in mind, an examination of the economic situation before and during the health crisis was adopted in order to support the avenues of reflection for adequate public policies. These will have, from our point of view, two main axes as a priority. The economic and social smoothing of its simultaneous analyzed effects, with the aim of preserving the social character of the State which is at the heart of Algerian society, and secondly the internal recovery which will guarantee the resilience and sustainability of our economy, this revival remains conditioned, even if the pandemic situation ends, by the structural economic reform which will ensure the transition towards a more diversified economy, this one is urgently needed.

**Key words:** Covid-19; Economic crisis; Economic growth; Hydrocarbons; Magic square.

**JEL Classification Codes :** E31, E61.

\* Auteur correspondant

*Omar hadjene, Alger3 university, Algiers*

*Radia bakhtache, Alger3 university, Algiers*

## Introduction :

La récession économique mondiale prévue et attendue en 2020 selon le FMI est de l'ordre de 3.3% (perspectives de l'économie mondiale, FMI, 2020, p.17) ce chiffre a été pensé dans un contexte mondial caractérisé par la baisse de la demande. Cependant, une pandémie mondiale sans précédent ne peut être anticipée dans les calculs et les prévisions économiques. Les mesures de confinement draconiennes ont eues comme conséquences la restriction du commerce des biens et services, la fermeture des frontières, et un blocage économique sans précédent. Ceci a provoqué des pertes colossales pour les pays touristiques principalement ainsi que les pays dont la croissance interne est mue par le secteur commercial. Sans oublier les effets macroéconomiques qui se traduisent essentiellement par des déficits budgétaires hors normes au moment où l'Etat est appelé plus que jamais à intervenir dans des opérations de lissage économique et sociale à travers des mécanismes d'absorption du choc économique à savoir : le chômage partiel, l'exonération ou les facilitations fiscales, la durabilité des salaires et le recours massif à la dépense publique notamment dans la santé.

De nombreuses études académiques ont analysé l'impact de la pandémie sur les puissances économiques mondiales les plus touchées (l'UE, la Chine et les USA) (perspectives de l'économie mondiale, FMI, 2020 ; Martin Kaufman & Daniel leign, 2020 ; global economic prospects, world Bank, 2020), mais peu ce sont intéressés à ses effets sur les pays en voie de développement, le cas des pays exportateurs du pétrole par exemple ou même les pays à faible revenu basé sur l'exportation de leurs matières premières. L'Algérie comme tous les pays exportateurs du pétrole a subi un double choc : des retombées économiques du confinement et de la baisse de la demande d'un côté, et de la chute du prix du baril d'un autre côté. C'est cette dramatique situation qui nous à emmener à nous poser la question suivante : **quels sont alors les impacts de la crise sanitaire combinée à la crise économique d'après 2014 sur notre économie ?**

Pour répondre à cette question nous nous baserons sur l'hypothèse que cette crise Covid-19 vient aggraver celle déjà installée depuis 2014, du fait du caractère rentier de notre économie ainsi que de sa dépendance vis avis de l'extérieur. L'objectif de cet article est donc d'analyser les effets négatifs ou même potentiellement positifs (en imposant la nécessité de réformes économiques profondes) d'une crise sanitaire sans précédent sur l'économie nationale en se basant sur l'examen de la conjoncture économique d'avant et durant la crise sanitaire du Covid-19.

## 1. La conjoncture économique et sociale Algérienne de l'avant covid19 :

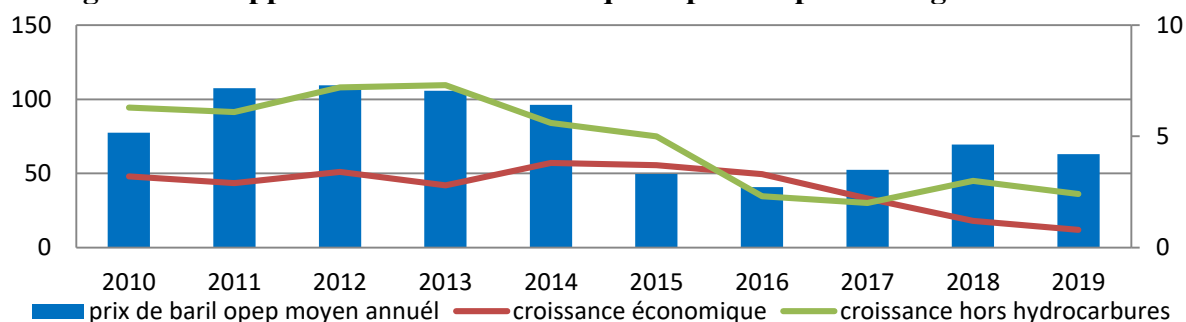
Avec une crise sanitaire persistante, des prévisions économiques demeurant pessimiste et un scénario d'une reprise proche fortement éloigné, il reste, dans l'immédiat, prioritaire pour l'Etat de maîtriser les conséquences de la crise sanitaire par l'accroissement des dépenses sociales afin d'atténuer les pertes de revenus. Le PIB réel de l'Algérie en 2021 et 2022, à l'instar de 2020, pourrait demeurer au-dessous des tendances observées durant la décennie d'avant crise sanitaire. Les dirigeants doivent donc s'atteler à trouver dans le court terme un équilibre entre préservation du pouvoir d'achat et déséquilibre budgétaire, sachant que le secteur de la santé en Algérie a toujours été peu performant avec une qualité de soin très faible. À moyen terme, il est crucial que le pays reconstitue des marges de manœuvre afin de se protéger contre les chocs à venir.

Il est donc logique, avant d'explorer la situation d'après crise sanitaire, de faire une lecture de la situation économique et sociale de l'Algérie à travers certains indicateurs macroéconomiques.

### 1.1 Analyse de la sphère économique réelle en Algérie pendant la décennie 2010-2019.

La croissance économique depuis 2014 est clairement en baisse, tandis que la croissance hors hydrocarbure essaye de sauver la face avec une croissance plus ou moins stable tel que affiché par le graphe suivant.

Figure1 : le rapport croissance économique et prix du pétrole Algérien 2010-2019



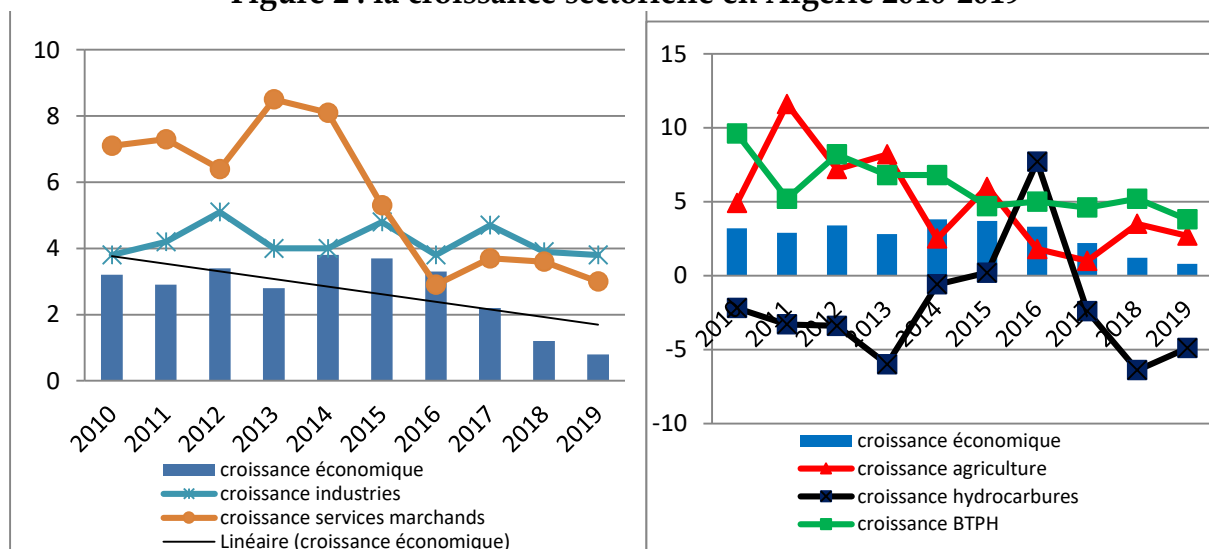
Source : établi par les auteurs sur la base des statistiques de (ONS, N°862, 2018 ; ONS N°900, 2019 ; Banque mondiale : Algérie avril 2019, p.13).

En effet, la croissance du PIB est en nette ralentissement depuis 2017, passant d'une croissance stable autour de 3 à 3.7% à une croissance quasiment nulle en 2019 (0.8%) après que la baisse des prix du baril s'est fait ressentir à partir de 2014, passant de 105.87\$ en 2013 à 49.49\$ en 2015. Cette tendance baissière reste toujours dominante pour les années d'après jusqu'à 2019. Le caractère rentier de notre économie nationale cause de nouveau de véritables déséquilibres.

Parallèlement, la croissance de l'activité hors hydrocarbures, bien que relativement faible, a été nettement supérieure et atteint 2.4% en 2019, alors que la croissance totale était quasiment nul (0.8%), cela signifie que le secteur rentier lui-même exerce un effet négatif et tire la croissance du pays vers le bas avec ses taux négatifs sur toute la décennie, à l'exception de l'année 2016. Les secteurs hors hydrocarbure jouent ainsi un rôle de sauveteur de la croissance, tout en sachant que même ses secteurs dits hors-hydrocarbures sont boostés par la dépense publique qui est à son tour le résultat direct des prix du pétrole.

Pour toute la période d'étude la croissance économique reste stable et faible avec une moyenne géométrique de 2.47% (calculé par les auteurs), Elle est plutôt stable entre 2010 et 2016, après 2016 elle baisse sensiblement. Les chiffres précédents montrent clairement une situation de crise qui ne fait que s'accroître d'une année à l'autre depuis 2016 principalement, ces moindres performances trouveront leurs explications en analysant les résultats sectoriels, et principalement les pôles de croissance. L'année 2014 qui est marquée par la chute des prix du baril va, tel que nous le montre le graphe suivant, décomposer notre période d'étude en deux sous-périodes : avant et après 2014.

Figure 2 : la croissance sectorielle en Algérie 2010-2019



Source : établi par les auteurs sur la base de (ONS : N°894, 2020)

**L'agriculture** : Grâce aux programmes dédiés au secteur avant 2010, à savoir le PNDA(2000) et PNDAR (2007-2008), ce dernier a intégré le monde rural dans l'approche du développement du secteur et une politique de renouveau agricole a été entamée depuis 2001 jusqu'à 2014 pratiquement et même au-delà avec une vision de sécurité alimentaire basée sur l'agriculture (MADRP, 2011, p. 3). Ces programmes réunis ont permis une très bonne croissance du secteur en 2011(11.6%) et en 2013 (8.3%), elle

représente respectivement 4 et 3 fois la croissance totale pour ses même années, sachant que l'agriculture participe à hauteur de 10.3% du PIB et de 13.4% de la valeur ajoutée de la sphère réel (Banque d'Algérie, 2014, p.21). Toutefois, il est nécessaire de noter la dépendance quasiment totale du secteur aux conditions climatiques et de pluviométrie principalement. Cette dernière a été la cause de la baisse des résultats de 2017 (1%) alors qu'il a été le moteur de la croissance économique du pays puisqu'il a connu entre 2004-2014 un taux de croissance annuelle de 7,06 %, tandis que pendant la même période ce taux n'a été que de 2,72 % pour l'ensemble de l'économie.

Le secteur agricole a connu une croissance plus modeste en termes d'emploi. La population active agricole occupée (tout statut confondu, chefs d'entreprises, aides familiaux, salariés permanents ou temporaires), qui comptait 873 000 personnes en 2000 compte moins de 900 000 personnes en 2014 et la part de l'emploi agricole a chuté de 22,5 % à 12,7 % entre 1995 et 2016, cette part s'établissant à 12 % en 2018 (Bessaoud & Péliissier, 2019, p.17). La croissance réalisée est donc boostée par la dépense publique, car la pluviométrie étant faible seul 30 % de la SAU reçoit plus de 400 mm de pluie par an alors que les zones arides et semi-arides représentent 85 % de la superficie totale des terres. La sécheresse et l'aridité constituent une menace constante, même dans les régions humides où la moyenne annuelle des précipitations paraît élevée. Les statistiques de la FAO indiquent que l'indice de pluviométrie pondéré pour les terres agricoles est de 241,5 mm pour l'Algérie, contre 287,5 mm pour le Maroc, 190,32 mm pour la Mauritanie et 326,1 mm pour la Tunisie (Bessaoud & Péliissier, 2019, p.16). La différence est faite par la dépense publique dans le secteur car le financement des différents plans de développement du secteur au cours de la période 2000/2015 a nécessité une enveloppe globale de 1 041,28 Mds DA se décomposant en 255,79 Mds DA au titre du budget d'équipement et 785,49 Mds DA au titre des fonds (Bessaoud & Péliissier, 2019, p.21). Toutefois, la chute du prix du baril ne permet plus de soutenir ces financements, car après 2015, l'investissement agricole se tasse avec un montant moyen de 1,2 milliards USD/an, reflétant la situation budgétaire difficile de l'Etat algérien. Bref le secteur est instable et le considérer comme pôle de croissance reste très peu probable.

**BTPH** : Grâce aux investissements publics dans le secteur et notamment dans la construction de logement et selon les données du ministère de l'habitat pendant le quinquennat 2010-2014, 1,23 millions de logements ont été mis sur le marché, sa croissance représente 3 fois la croissance totale en 2010 et 2012. Le secteur contribue à hauteur de 10.4% du PIB et de 13.5% de la valeur ajoutée de la sphère réel, il emploie 1.74 millions de travailleurs, équivalent à 16.5% de la population occupée (ONS : n°894,

2020). Ce même programme a affecté près de 40% de ses ressources à la poursuite du développement des infrastructures de base et à l'amélioration du secteur public, avec notamment plus de 3.100 milliards DA destinés au secteur des travaux publics pour poursuivre l'extension et la modernisation du réseau routier, et l'augmentation des capacités portuaires (communiqué conseil des ministres, 2014, p.2). Bref c'est un réservoir d'emploi, mais ces résultats prometteurs sont boostés par la dépense publique alimentée par la rente pétrolière, cette caractéristique va apparaître clairement après 2014, car la croissance du secteur s'est sensiblement dégradé passant de 6.8% en 2014 à 3.8% en 2019 ;

**Services marchands** : Outre qu'ils constituent un secteur très prometteur dans une économie mondiale à dominante tertiaire, les services participent pour notre cas à hauteur de 2/5 du PIB et génèrent près de 65.2% de la croissance globale. Cette croissance est due essentiellement à celles des deux branches du commerce et du transport et grâce au volume des importations (biens, agriculture hors céréale et industries agro-alimentaires). Ainsi, la dynamique du secteur est essentiellement expliquée par l'accroissement des dépenses de l'Etat surtout qu'après 2014 et la baisse de ces dernières le secteur enregistre des taux plus faible passant de 8.1% en 2014 à 2.9% en 2016 et 3% en 2019.

**Les industries** : Proportionnellement réparties entre le public et le privé, Elles représentent le secteur qui contribue le moins à la croissance globale à hauteur de 6.6% de la valeur ajoutée et 4.6% du PIB hors hydrocarbures. Il emploie 1.3 million de travailleurs soit 12.6% de la population occupées en 2014 (Banque d'Algérie, 2014, p.20), avec une domination flagrante des industries manufacturières. La croissance du secteur est stable sur toute la période d'étude avec une moyenne annuelle de 4.18% et n'as pas été impacté par la chute du baril après 2014. Ce secteur ne peut dans l'immédiat et avec une telle performance constituer un pilier de croissance potentielle ;

**Le secteur des hydrocarbures** : A l'exception de 2016 où il a connu une croissance exceptionnel de l'ordre de 7.7% grâce à la mise en production de nouveaux puits, aux investissements réalisés par les sociétés de production pétrolières au cours des années précédentes et la réforme de la loi sur les hydrocarbures en 2014 et une campagne de délivrance de licence (Banque mondiale : Algérie, 2017, p :17), l'évolution de ce secteur a connu une croissance négative depuis 2010 (-6.4% en 2018). Il s'agit d'un changement conséquent dans ce secteur. Ainsi, du fait de son poids économique et de la baisse des prix du baril, ce secteur tire la croissance globale vers le bas au moment où les autres secteurs essaient de la contrebalancer, mais tant que la baisse du baril persiste, la

croissance après 2014 demeurent plus fragile avec, cette variable instrumentale a toujours été fondamentale pour comprendre le fonctionnement de l'économie Algérienne.

La croissance globale qui s'approche de zéro explique le ralentissement général constaté dans tous les secteurs, comme le montre le graphe précédent. Cette tendance baissière et quasiment stable est due à un ralentissement du rythme de dépense publique dans un contexte financier marqué par l'assainissement des finances publiques lancé par le gouvernement en 2015. Le déficit budgétaire devait diminuer et passer sous la barre de 5% en 2017 jusqu'à atteindre 1% en 2019, au moment où ce même déficit est financé par l'émission de nouveaux titres de dettes dû à un épuisement de l'épargne publique (le fond de régulation des recettes FRR clôturé en 2017).

Cette analyse dévoile encore une fois l'aspect volatile de la croissance sectorielle. La croissance économique étant importante mais prise individuellement est peu explicative, d'autres variables macroéconomiques vont déterminer les équilibres économiques globaux, le carré magique, de par la facilité de l'observation qu'il offre et son inspiration keynésienne qui sied à notre modèle économique, est l'instrument d'analyse qu'on va utiliser pour mesurer ses performances.

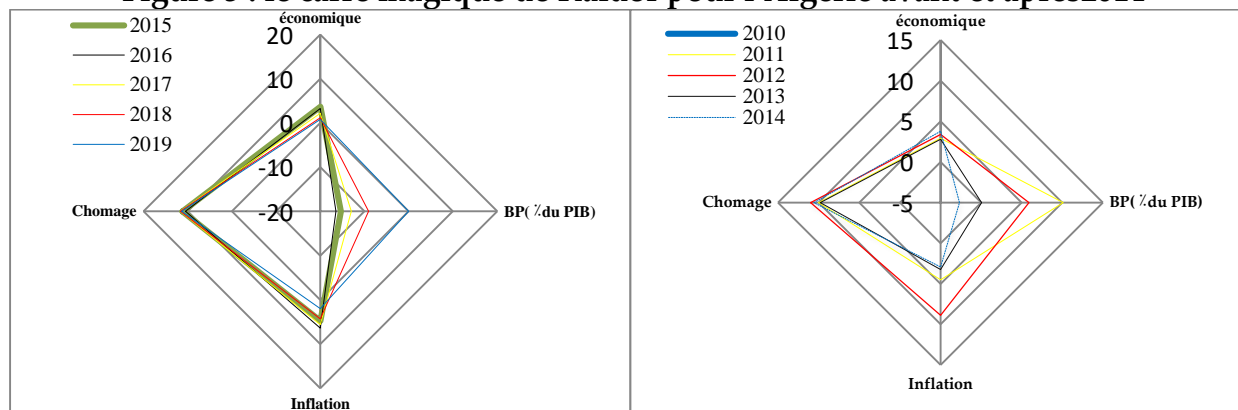
## 1. 2 La performance macroéconomique de l'économie nationale via le carré magique de Kaldor (2010-2019) :

La chute du prix du baril à mi-2014 a causé un choc extérieur frontal à notre économie, ce qui nous a poussés à distinguer entre l'avant et l'après 2014. L'observation du graphe suivant nous donne une vision d'ensemble sur les équilibres macroéconomiques de notre économie nationale. En effet, hormis la croissance économique déjà analysée auparavant et qui est passée d'une moyenne de 3.06% pour la période 2010-2014 à 1.91% pour le reste de la période 2015-2019, tandis que la croissance hors hydrocarbures est de 6.70% en moyenne pour toute la durée. Une croissance faible et en deçà des besoins de notre marché du travail. Il nous reste donc à étudier au demeurant les trois autres pôles.

Le carré magique montre paradoxalement une stabilité du taux de **chômage** malgré la croissance démographique et l'arrivée massive de la main d'œuvre sur le marché du travail. elle se stabilise autour de 10-11% de la population active sur toute la période d'étude, avec un chômage structurel affectant fortement les jeunes et les femmes, la structure de l'emploi par secteur d'activité fait ressortir la prédominance du secteur tertiaire (commerce et services, administration avec 64,5 %), suivi par le secteur du BTP (16,6 %), l'industrie (6,3 %), et enfin l'agriculture (12,6 %). Selon l'ONS, plus de 83 % du

tissu économique est constitué par le petit commerce, les services et le secteur industriel.

Figure 3 : le carré magique de Kaldor pour l'Algérie avant et après 2014



Source : établi par les auteurs sur la base de (ONS : l'Algérie en quelques chiffres, N°42-49, 2010- 2019).

Le taux de chômage était de 15,3 % en 2005, fluctuant entre 10 et 11 % de 2011 à 2016 (ONS : l'Algérie en quelques chiffres, N°43-48, 2011- 2016), établi à 11,7 % en 2017, même tendance entre 2018 et 2019, l'évolution du taux de chômage en Algérie de 2005 à 2019 montre que Le chômage n'affecte pas de la même manière toutes les catégories de la population active. Son taux est de 29,7 % chez les jeunes de 16-24 ans et de 20,7 % chez les femmes. Il est passé de 7,7 % en septembre 2016 à 10,1 % en avril 2017 pour les personnes sans qualification, alors que celui des diplômés de la formation professionnelle est passé de 13 % à 14,8 % durant la même période. Par secteur, ce sont les secteurs du bâtiment et des travaux publics qui sont les plus touchés par le recul des offres d'emploi, suivi des services et de l'administration publique. Ce taux de chômage ira en croissant et il faudrait pour le résorber que l'économie algérienne crée 350 000 à 400 000 nouveaux postes de travail par an avec un taux de croissance réel de 9 % à 10 % sur plusieurs années afin de prévenir de vives tensions sociales à l'avenir.

Selon les deux carrés magiques **l'inflation** commence à être maîtrisé, et malgré les tensions inflationnistes engendrées par tous les programmes de croissance basée sur la dépense publique, ce taux d'inflation a été ramené à 1.95% en passant par 8.89% en 2012 et 6.4% en 2016. Cela a été possible grâce à la restriction des importations qui ont fait baisser la part de l'inflation importée dans l'inflation globale, aux mesures de restrictions budgétaires qui ont fait baisser la demande effective et aux mesures d'ordre monétaire adoptées ; par l'augmentation significative du taux de réserve obligatoire de 8% en 2018 à 12% en février 2019 ( direction général du trésor, 2020, p.7). Mais tant que nos produits alimentaires de base importés constituent la majorité du panier sur lequel

est calculé l'IGPC, la maîtrise de l'inflation reste peu envisageable par la politique monétaire et la sphère réelle.

**La balance des paiements**, à l'exception de 2014, est excédentaire pour la première période 2010-2014, grâce à un prix moyen du baril de 99.29\$. Pour la 2<sup>ième</sup> période le déficit est devenu une caractéristique prédominante et érode d'avantage d'une année à l'autre nos réserves de change. Ce déficit est passé de -2.67% du PIB en 2014 à -16.48% en 2016, et cela à cause d'un baril de moins en moins rémunéré de 53.14 \$ en moyenne, ce déficit a été ramené à 9.9% en 2019 grâce à des mesures de restriction des importations.

Au final, cela nous amène à dire qu'avec la chute des prix du baril et la crise de 2014 les équilibres macroéconomiques ne sont pas atteints. Cela se manifeste par une balance des paiements plus déficitaires qui creuse d'avantage et épuise nos réserves de change, un taux de chômage paradoxalement stabilisé malgré la poussée démographique d'une part et la croissance économique quasi nulle et insuffisante d'autre part, en plus d'un secteur informel omniprésent qui biaise les statistiques officielles du chômage. Ces équilibres macroéconomiques sont aussi moins préservés malgré une inflation « maîtrisée » face à une dépréciation du taux de change nominal officiel.

La contrainte de croissance économique, du prix de baril et du taux de change surévalué, vont hypothéquer ces équilibres même ceux qui apparaissent mieux maîtriser, ce constat a été accentué par l'apparition de la pandémie covid-19.

## **2. La situation économique et sociale de l'Algérie face à la pandémie Covid19 :**

A l'instar de tous les pays du monde, l'Algérie a été touché par la pandémie. Le premier cas a été enregistré le 25/02/2020, et le premier décès le 12 mars 2020, mais compte tenu du nombre limité des tests mis en place, les chiffres affichés reste sensiblement sous estimées (OMS : Algérie, 2021, p1). Face à cette situation difficile, l'Etat a tenté quelques mesures d'urgences économiques, sociales et sanitaires d'accompagnement au confinement afin d'atténuer et de contenir la propagation de la pandémie (FMI Algérie, 2020, p.4) :

- ✓ Injection de 3.7 milliards de dinars (473,6 millions de \$) dans le secteur santé pour le matériel médicale ;
- ✓ Injection de 16.5 milliards de dinars (128.9 millions de \$) pour les primes destinées aux personnels de santé ;
- ✓ Injection de 8.9 milliards de dinars (69.5 millions de \$) pour le développement du secteur sanitaire ;
- ✓ Simplification des mesures d'importations des produits et équipements de santé ;

- ✓ Réquisition de certaines entreprises publiques pour la contribution à l'effort national de lutte contre la Covid-19 par exemple : SAIDAL (les désinfectants), GETEX (fabrication des masques), ENIE (produire les respirateurs)...etc. ;
- ✓ Distribution d'une aide en nature au profit de 600000 familles touchées par la pandémie.

Les premières mesures ont consisté à contenir et ralentir la propagation de la pandémie, par la suite d'autres mesures de caractère social et d'appui aux entreprises ont été prises pour accompagner cette crise sanitaire.

Pour cela plusieurs mesures ont été prises visant le lissage social des effets de la crise sur les couches les plus vulnérables, afin de briser le cercle de la vulnérabilité et de pauvreté multidimensionnelle, il s'agit essentiellement de (nation unies : Algérie, 2020, p 12)

- ✓ L'octroi d'une indemnité de 10000 da aux plus démunies ;
- ✓ L'exonération de l'IRG pour les salaires les plus bas ;
- ✓ Relèvement du salaire minimum SNMG de 11% ;
- ✓ L'adoption des mesures contra cycliques destinées à stimuler l'investissement dans les secteurs porteurs tels que l'entrepreneuriat (plan de relance)

D'autres mesures d'accompagnement aux profits des entreprises ont été prises car selon une enquête menée par le CREAD en juin 2021 sur l'impact de la pandémie sur les entreprises, ces dernières, dont une majorité de PME, ont indiqué avoir perdu en moyenne 50% de leurs chiffre d'affaires en 2020, quant au secteur du transport de marchandises il a, lui, connu une perte de 90% de son chiffre d'affaires, suivi par les services et l'industrie agro-alimentaire (covid-19, el-watan : 24juin 2020). La réponse de l'Etat s'est traduite par les mesures suivantes aux profits de ces mêmes entreprises (communiqué DGI, 2020) :

- ✓ Mesures fiscales : annulation des amendes, pénalités et majoration dans le retard de paiement, possibilité d'un rééchelonnement des dettes en cas de difficultés de trésorerie, prolongation des délais de souscription des déclarations ;
- ✓ Mesures relatives aux cotisations sociales : prolongation des délais de paiement des cotisations, suspension des majorations des précédentes pénalités des retards de paiement ;
- ✓ Les facilités bancaires : possibilités de reporter le paiement des tranches de crédits arrivant à échéance, rééchelonnement des créances de leurs clientèles, l'octroi de nouveaux crédits aux emprunteurs qui ont bénéficié des mesures précédentes de rééchelonnement.
- ✓ Mesures douanières : des facilités à l'importation pour assurer leurs approvisionnements surtout pour les produits à large consommation.

Seulement, face à toutes ses mesures visant l'accompagnement des entreprises et PME spécialement, les prix internationaux du pétrole ont fortement chuté. En effet ceux-ci sont passés de 62.98\$ en 2019 à 50.9\$/baril en février 2020, jusqu'à atteindre 20\$ en mars-avril 2020 après l'apparition de la pandémie, ce qui a affaiblit les capacités de résilience de notre économie face aux chocs causés par la pandémie, d'où l'impact modeste de ces mesures sur les performances de notre économie telles que nous les présenterons dans ce qui va suivre.

### 2.1 Une contraction économique importante en 2020 :

Elle a été estimée par le FMI à -5.5% en 2020 (ouramdane Mehenni, 2020,p.1) due, d'une part, aux séquelles du confinement, à notre dépendance aux importations pour satisfaire une grande partie de nos besoins alimentaires, matières premières et équipements essentiels au fonctionnement de l'industrie, et essentiellement à la chute du prix baril, qui contribue significativement à la croissance économique(21%), aux recettes budgétaires(40% en 2019), et aux exportations globales(92.8%)(Bessah Abderahim, 2020, p.2). D'autre part cette récession s'explique par la baisse de l'activité économique ; le secteur industriel s'est vu accentuer sa récession, celui-ci affiche (-14.1%) au 2<sup>ième</sup> trimestre 2020 par rapport au même trimestre 2019(ONS : N°903 : 2020, p.2), d'autres secteurs ont connu une baisse et même un arrêt de leurs activités (le transport aérien et ferroviaire).

Cette contraction de l'activité économique est attendue qu'elle soit conjoncturelle, le FMI prévoyant une reprise timide de la croissance de 2.9% pour l'année 2021 (Ouramdane Mehenni, 2021, p1) cela pourrait se confirmer compte tenu de la reprise des cours du baril enregistrés (60 \$/barils) au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

### 2.2 Un équilibre macroéconomique impacté :

Cela peut être présenté via le carré magique 2020 suivant, Comme le montre clairement ce carré magique la crise sanitaire n'est pas sans séquelle sur les équilibres macroéconomiques au-delà de la croissance économique citée précédemment. **La balance des paiements**, à son tour, enregistre de nouveau un déficit de l'ordre de 13.20% du PIB ; dû essentiellement à une balance commerciale plus déficitaire (de 5.36mds \$ en 2019 à 9.86 mds \$ (11 mois 2020).

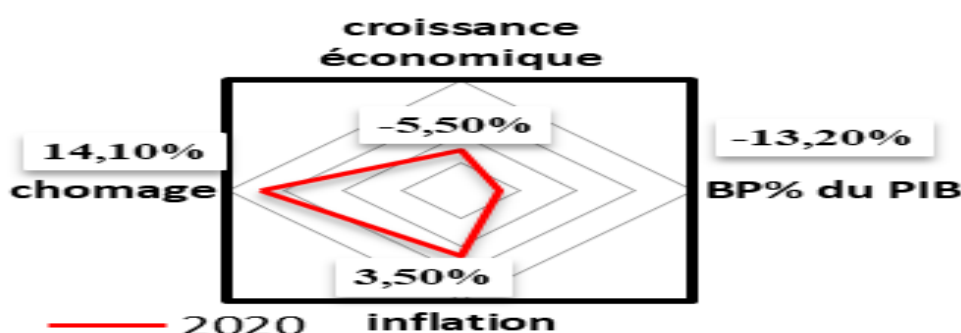
Du côté des **importations**, l'année 2020 enregistre une baisse de 3.89 MDS\$ en biens d'équipements industriels en plus des mesures de limitations des importations dans le cadre de la préservation de nos réserves de change, par le remplacement en février 2019 de l'interdiction à l'importation d'un millier de produits de consommation par un Droit

Additionnel Provisoire de Sauvegarde (Entre 30% et 200% supplémentaire sur les droits de douanes existants).

Du côté des **exportations** la baisse de nos recettes d'hydrocarbures est le résultat d'une chute libre du prix de baril souligné précédemment (20\$/baril en avril 2020) et qui a fait chuter nos exportations hydrocarbures de 36.38% en 2020 par rapport 2019, soit une perte de 11.16 mds \$ (commerce extérieure : Algérie, 2020, p.11). Cette baisse est aussi la conséquence de l'entrée en vigueur de l'accord de l'OPEP en avril 2020, qui a fait baisser notre part d'exportation de 200 milliers de barils/jour, auxquels s'ajoute la récession chronique que connaît le secteur depuis 2010.

Ces chiffres réunis ont fait baisser le taux de couverture des importations par les exportations à 68.61% en 2020 contre 86.05% en 2019 (commerce extérieure : Algérie, 2020, p.11).

Figure4 : le carré magique Algérie 2020



Source : établi par les auteurs sur la base de (Banque d'Algérie, 2020, p : 1-2 ; FMI : Algérie, 2020, p.4).

Le creusement du déficit commercial en 2020 donnerait lieu à l'aggravation du déficit de la balance des paiements ; lequel a une incidence directe sur les réserves de changes, dont le solde est passé de 62 mds \$ en février 2020 pour atteindre 51.6 mds\$ à la même année. Le déficit de la balance des paiements en 2020 est estimé à plus de 18 milliards de dollars par la loi de finances complémentaire du même exercice, il représente -13.20% du PIB 2020. D'où la nécessité de correction budgétaire via la fiscalité ordinaire pour rétablir la viabilité de la balance des paiements et stopper l'érosion des réserves de change.

**L'inflation** : En Algérie elle résulte d'une combinaison de facteurs réels et monétaires. La masse monétaire et les prix des biens importés sont les moteurs de l'inflation à court

terme, les élasticités\* de masse monétaire le montre clairement, une augmentation de la masse monétaire engendre un effet sur l'inflation plus que celui entraîné par une augmentation de la consommation réelle. Ce taux est estimé à 2.4% en 2020 selon l'ONS, alors que le FMI prévoyait un taux de 3.5%, pour ces deux organismes l'inflation augmente après avoir été de 1.95% en 2019 (Banque d'Algérie : fév2021, p1), cette remontée de l'inflation s'explique par de nombreux facteurs:

✓ Reprise de l'expansion de la masse monétaire au sens large (M2). Parallèlement la liquidité globale des banques a baissé corrélativement au déficit de la balance des paiements et aux impacts économiques de la crise covid-19, à partir de septembre 2020 cette liquidité bancaire s'améliore sous l'effet de la nouvelle politique monétaire décidée par la banque d'Algérie :

➤ Baisse du taux de réserve obligatoire de 6% à 3% en septembre 2020, ce taux a de nouveau été réduit en février 2021 de 3% à 2%, afin de libérer de la liquidité sur le marché bancaire (Banque d'Algérie, 2021, p.2)

➤ Allongement de la durée de refinancement des titres publics négociables de 7 jours à 1 mois avec une satisfaction totale des demandes de refinancements des banques

✓ Augmentation de l'inflation importée à travers la hausse des prix des produits importés en moyenne, de 2,1% au 1<sup>er</sup> semestre 2020, et cela malgré la baisse importante des importations passant de 33.05 mds \$ en 2019 à 21.55 mds \$ en 2020.

La combinaison de tous ces facteurs explique l'inflation en 2020 et dont le FMI prévoit une tendance haussière avec un taux prévu de l'ordre de 3.7% en 2021.

Pour ce qui est du **chômage**, ce dernier a vu ses taux passés de 11.4% en 2019 à 14.10% en 2020, cela été attendu au regard des résultats de l'activité économique quasi nulle (0.8%) en 2019 et avec une croissance économique prévue négative en 2020 (-5.5%), à cela s'ajoute, pour notre cas, une démographie galopante qui grignote les maigres ressources de la croissance. En effet, la croissance démographique a été globalement supérieure à la faible croissance économique de ces quatre dernières années ; bientôt, il nous faudra créer plus de 750 000 emplois par an pour ne pas voir le taux de chômage se diriger vers la hausse (Lamiri Abdelhak, 2020, p1). La crise covid-19, à son tour, a causé une perte sans précédent sur le marché du travail en Algérie. Une enquête du ministère du travail a révélé qu'environ 334000 Algériens ont enregistré une baisse de leurs nombres d'heures de travail, 53000 se sont retrouvés au chômage de façon

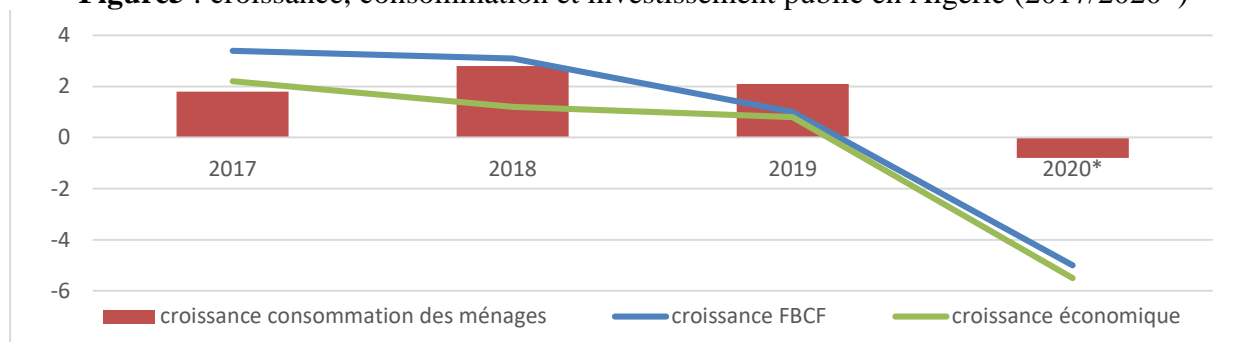
\* Une augmentation de 1% de la masse monétaire entraîne une augmentation de 0.3% de l'IGPC, une augmentation de 1% de production réel hors hydrocarbures entraîne une baisse de 0.2% de l'IGPC, une augmentation de 1% des prix importés contribue à une augmentation de 0.2% des prix intérieurs, une dépréciation de 1% du taux de change réel effectifs nominal a un effet limité de 0.1% sur les prix intérieurs.

temporaire ou permanente et 180000 ont subi des retards de paiement de leurs salaires. Les secteurs les plus touchés sont : le transport, le tourisme, l'hôtellerie, l'artisanat, l'énergie et le commerce de détail et gros. Environ 17% des entreprises ont signalé que leurs chiffres d'affaires a été affecté par la pandémie covid-19 ; 56% des chefs d'entreprises déclarent être incapables de répondre à leurs obligations fiscales, et 61% avoir besoin d'un financement urgent pour subvenir à leurs besoins d'exploitations (salarat, 2020, p.3).

### 2.3 Un ralentissement structurel de la consommation et d'investissement :

Ce ralentissement de l'investissement et de la consommation des ménages impactera gravement la dynamique économique du pays, il a été même constaté avant la crise Covid-19, tel affiché par le graphe suivant :

**Figure5** : croissance, consommation et investissement public en Algérie (2017/2020\*)



**Source** : établi par les auteurs sur la base de (ONS : N°894, 2021, p7-8).

L'évolution en volume de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est de 1,0% contre 3,1% en 2018. En valeurs nominales, la FBCF baisse de 3,7% et s'établit à 7904,6 milliards de DA en 2019 contre 8211,3 milliards de DA en 2018. Le taux d'accumulation de l'économie demeure important en 2019, car la part de la FBCF dans le PIB est de 38,7%. Ce ratio révèle un effort d'investissement encore important mais qui est encore un investissement d'infrastructures et qui demeure le fait de l'Etat.

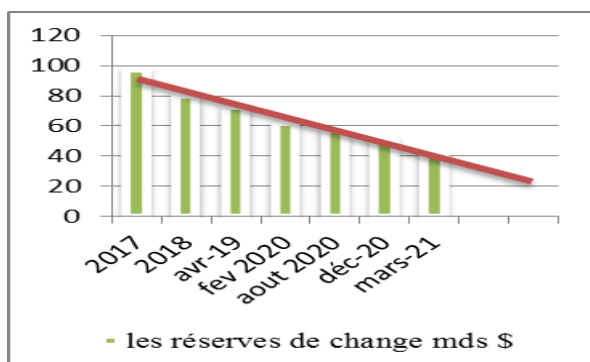
Les dépenses de consommation de l'Algérie, qui représentent 54% du PIB réel, baisse d'une année à l'autre (2.1% en 2019 contre 2.8% l'année précédente), cette réduction de la consommation privée peut être expliquée aussi par des restrictions drastiques de certaines importations (véhicules, produits électroniques notamment), d'autre part la FBCF connaît une décroissance passant de 3.1% en 2018 à 1% en 2019. La tendance est de même pour 2020-2021, Cette forte baisse de l'investissement (-5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020) (ONS N°894, 2020) s'explique par le ralentissement général de l'activité économique, aggravée par la crise sanitaire et aussi sous les effets de la diminution du

budget d'équipement dans la LF 2020-2021 dans le cadre d'un resserrement budgétaire, la baisse de cette demande effective engendrera un effet de décroissance globale.

## 2.4 Un Déficit budgétaire chronique qui creuse la dette publique et épuise nos réserves de change.

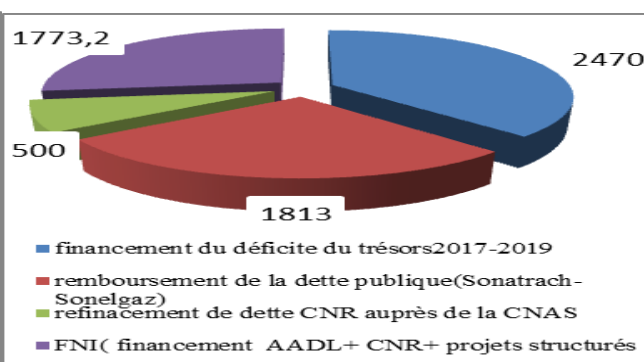
La restriction budgétaire entamée depuis 2017 a mené le déficit budgétaire/PIB de 21% en 2014 à 9.7% en 2018, mais ce dernier remonte de nouveau à 11.5%/PIB en 2019(ONS n°894, 2020) malgré la stabilisation de la fiscalité ordinaire et une légère augmentation de la fiscalité pétrolière. Pour 2020 le déficit budgétaire terminera sa tendance haussière avec la baisse des recettes des hydrocarbures et par un soutien public accru aux trésoreries des entreprises publiques et aux titulaires des revenus les plus faibles (863 mds da), au même temps un équivalent de 3.3% du PIB a été transféré du Fond National d'Investissement à la Caisse Nationale des Retraites CNR par le biais d'un financement non conventionnel (FMI Algérie, 2020, p.4). Ce dernier est rendu possible fin 2017 après l'épuisement du FRR en février de la même année, grâce à un amendement de la loi sur la monnaie et le crédit, autorisant le trésor public de s'endetter directement de la Banque d'Algérie, le financement non conventionnel était programmé pour une période transitoire de cinq ans, qui devait voir "la concrétisation de réformes structurelles importantes (figure N°7).

**Figure6** : les réserves de change en Algérie (2017-mars 2021) ; unité : MDS \$.



**Source** : établi par les auteurs sur la base de (Banque d'Algérie ; 2017-2020)

**Figure7** : l'affectation du financement non conventionnel ; unité : MDS DA



**Source** : établi par les auteurs sur la base de (Banque d'Algérie ; 2019)

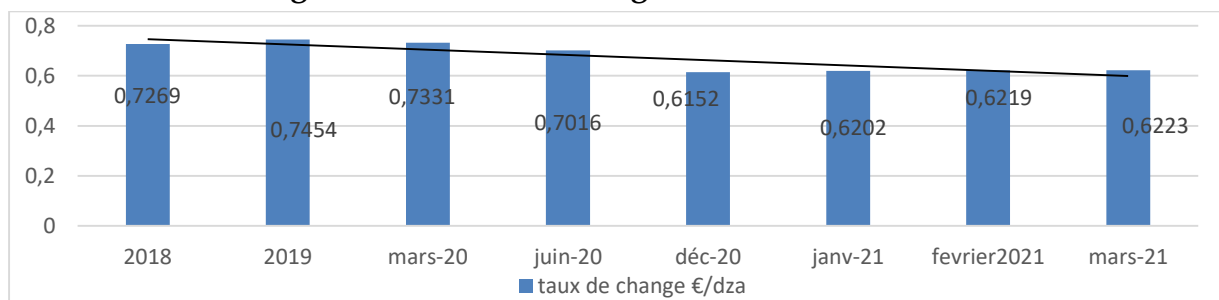
Le déficit budgétaire souligné en haut a été financé majoritairement par les banques publiques, le recours au financement externe étant quasi négligeable (2% du PIB en 2019) (FMI Algérie, 2020, p.4). La dette publique représente à la fin 2019 45.8% du PIB contre 37% en 2018, ce besoin de financement budgétaire a été couvert par un financement non conventionnel, au tour de 2470 mds da comme financement au déficit

du trésor 2017-2019 soit 27.04% du financement totale (Banque d'Algérie, 2019, p : 3-4). Ce mode de financement a été abandonné en juin 2019 à cause de ses effets préjudiciaux sur l'économie nationale et notamment sur nos réserves de change, ces dernières sont passées de 72.6 mds \$ en avril 2019 pour atteindre 51.6 mds \$ en décembre 2020 et moins de 43 mds \$ en mars 2021 (figure 6), d'où l'urgence de les préserver en arrêtant ce mode de financement de notre économie national.

## 2.5 Une dépréciation accrue du Dinar.

En l'espace de dix ans, le dinar a perdu 42% de sa valeur vis-à-vis du dollar américain et 74% de sa valeur vis-à-vis de l'euro. En 2011, il fallait (en moyenne annuelle) 102 dinars pour avoir un euro et 73 dinars pour avoir un dollar américain, le constat est de même pour 2020, l'évolution du taux de change est présenté ainsi

Figure 9 : Le taux de change €/Da (2018-mars 2021)



Source: établi par les auteurs sur la base de (Banque d'Algérie, 2017-2020, p3).

En 2020, il faut (en moyenne annuelle) un peu plus de 144 dinars pour avoir un euro et un peu plus de 127 dinars pour avoir un dollar américain. Le différentiel qui existait entre ces deux monnaies en 2011 et qui était de l'ordre de 40% environ a été réduit à 13% seulement en 2020(monnaie : taux de change, tbn.care.dz, 2021). Ce qui réduit les arbitrages en termes de commerce extérieur. Dans le cas Algérien le défi majeur est d'améliorer la compétitivité de notre économie nationale, pour l'instant notre capacité exportatrice est loin d'être contrariée par la valeur du dinar:

Ces résultats économiques et sociaux enregistrées avant et pendant la pandémie ne doivent, en aucun cas, nous faire oublier d'autres volets de développement, et principalement le développement humain mesurer par l'IDH, ou l'Algérie est classée en 2020 à la 91e place sur 189 pays avec un score de 0,748. Comparativement à l'année d'avant, l'Algérie a perdu 9 places dans le classement. Néanmoins, l'Algérie reste dans la catégorie des pays ayant un IDH élevé devançant ainsi ses voisins tels que le Tunisie qui arrive au 95e rang mondial, le Maroc à la 121e place et l'Egypte à la 116e place(rapport de développement humain : Algérie 2021), elle est 1<sup>er</sup> au Maghreb et

3ème pays africain ayant un IDH "élevé", cela est dû aux politiques publiques en matière d'éducation, santé et services publics stratégiques. Mais Malgré un IDH jugé comme élevé, avec un bon classement maghrébin ou africain, on doit souligner les inégalités de revenu qui nourrissent d'avantage la pauvreté absolue en Algérie. Les dernières statistiques disponibles de 2011 indiquent un taux de pauvreté de 5,5 %, avec un taux d'extrême pauvreté de seulement 0,5 %. Le taux de chômage à 14,1 % pour 2020, devrait augmenter le taux de pauvreté et d'avantage pour les zones rurales.

### **Conclusion :**

En conclusion, la crise du COVID-19 et la chute des prix du pétrole mettent en évidence les défis structurels auxquels l'économie algérienne est confrontée et donc, la nécessité de leur apporter des solutions adéquates. Comme le dicte la littérature économique, une baisse trop forte des investissements publics dans la conjoncture actuelle risquerait d'amplifier la récession. Par ailleurs, les chantiers stratégiques de la diversification économique et de la transition énergétique vers une économie plus durable et résiliente requièrent des investissements productifs et des modalités de financement appropriés. L'impact sur les populations vulnérables entraîne également des besoins accrus de dépenses de protection sociale. Tout ceci nécessite une politique macro-économique contra cyclique axée sur des mesures de relance plutôt que de stabilisation à travers la mise en place d'une stratégie de financement intelligente (visant les secteurs les plus productifs et à externalités positives). A moyen et long terme une réforme fiscale est nécessaire ; elle devrait prévoir une augmentation significative des recettes de la fiscalité ordinaire équivalente au moins à 8% du PIB hors hydrocarbures (ce point représente une sorte de seuil de pérennité). Il est en effet important de réduire la dépendance du budget de l'Etat envers la fiscalité pétrolière et revenir à un équilibre sain qui consiste à couvrir le budget de fonctionnement par la fiscalité ordinaire comme ce fut le cas il y a quelques décennies au regard des meilleures pratiques internationales, de plus il y a la réforme du système bancaire et des modes de paiement qui demeurent peu développés, même par rapport aux standards de la région MENA. Ce Secteur est encore dominé à plus de 85% par les banques publiques (aussi bien en parts de marché des dépôts que des crédits) qui fonctionnent encore comme des administrations et restent d'abord un instrument de politique publique. Plusieurs options constituent de véritables opportunités : la bancarisation, l'inclusion financière, la modernisation des moyens de paiement, l'obligation de paiement bancaire pour les gros montants, ceux-ci contribueront à la résorption du secteur informel dont les revenus ne sont pas soumis à cotisation et donc échappent à l'impôt et pas pris en charge par la couverture sociale de l'Etat.

In fine, il est crucial de signaler que la disponibilité des ressources financières a toujours eu un effet d'éviction sur les réformes économique en Algérie. Cette combinaison crise économique-crise sanitaire a fragilisé plus notre économie d'où la nécessité de mettre en œuvre des réformes structurelles qui toucheront tous les domaines économique et sociale et même gouvernemental. Des réformes profondes associés à une bonne gouvernance auront un « effet multiplicateur » sur la croissance afin de renforcer le front économique et sociale interne et de ne pas revivre un scénario économique et sociale tel que celui des années 90. Le temps est venu et maintenant ou jamais.

### **Références :**

- 01- Banque d'Algérie(2014), Rapport de la banque d'Algérie, évolution économique et monétaire en Algérie, rapport 2014.
- 02- Banque d'Algérie (2017-2020), communiqué de la banque d'Algérie sur la situation monétaire mensuel en Algérie 2017-2020.
- 03- Banque d'Algérie(2019), communiqué de la Banque d'Algérie, point de situation sur le financement non-conventionnel, 2019.
- 04- Banque d'Algérie(2020), Evolution de situation monétaire et prudentielle à fin 2020.
- 05- Banque d'Algérie (février 2021), communiqué de presse : évolution des situations monétaires et prudentielles à fin 2020.
- 06- Banque mondial : Algérie(2017), Rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie, groupe de la banque mondial, printemps 2017.
- 07- Banque Mondial : Algérie(2019), Rapport de suivi de la situation économique, Algérie, avril 2019.
- 08- Bessah Abderahim (2020), les comptes extérieurs de l'Algérie : analyse et pistes de réformes pour une stratégie de diversification des exportations, el watan, tiré du site [www.elwatan.com](http://www.elwatan.com), Consulté le 19/04/2020.
- 09- Bessaoud& péliissier(2019), rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie, projet d'appui à l'initiative ENPARD méditerranée, CIHEM-IAMM, janvier 2019.
- 10- Commerce Extérieure : Algérie(2020), Statistiques du commerce extérieure de l'Algérie, période 11 mois de l'année 2020, direction générale des douanes, septembre 2020.
- 11- Communiqué du conseil des ministres(2014), programme de développement quinquennal 2010-2014, tiré du site : [mae.gov.dz](http://mae.gov.dz).
- 12- Communiqué de la DGI, 2020, mesures fiscales de soutiens aux entreprises, tiré du site : [www.mdfi.gov.dz](http://www.mdfi.gov.dz) consulté le 22/02/2022.
- 13- Covid-19, el-watan, une perte moyenne de 50% du chiffre d'affaires des entreprises en 2020, publié le 24 juin 2021, tiré du site : <https://www.aps.dz/economie/124084-covid-19-une-perte-moyenne-de-50-du-chiffre-d-affaires-des-entreprises-en-algerie-en-2020>.
- 14- Direction général du trésor(2020), la quinzaine de l'Algérie, publication des services économiques, 30 septembre 2020.
- 15- FMI : Algérie(2020), bulletin de conjoncture : traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles, tiré du site : <https://documents1.worldbank.org>.

- 16- Global economic prospects, a world Bank group : flag ship report, juin 2020.
- 17- Lamiri Abdelhak(2020), revoilà le spectre du chômage, tiré du site : elwatan.com, consulté le 02/11/2020.
- 18- le tableau de bord de l'économie nationale : finances publiques, tiré du site : www.care.dz(2021), consulté le 24/03/2021.
- 19- MADRP(2011), Programme du renouveau agricole, ministère de l'agriculture et de développement rural et de la pêche MADRP, 2011, tiré du site : madrp.gov.dz.
- 20- Martin Kaufman & Daniel leign, déséquilibres de l'économie mondiale et crise de la Covid-19, FMI, 2020.
- 21- Monnaie : taux de change(2021), tableau de bord de l'économie Algérienne, tiré du site : tbn.care.dz, consulté le 24/03/2021.
- 22- Nation Unies : Algérie(2020), Analyse rapide de l'impact socio-économique du Covid-19 sur l'Algérie et proposition d'une relance durable et résiliente, rapport des nations unies sur l'Algérie, juin 2020.
- 23- Nation Unies : Algérie(2020), rapport annuel des nations unies : les 17 objectifs de développement durable.
- 24- OMS : Algérie 2021 : rapport de situation du Covid-19 en Algérie : compilation des rapports de situation mars 2021, tiré du site : [https://www.who.int/fr/\(2021\)](https://www.who.int/fr/(2021)), consulté le 13/03/2021.
- 25- ONS n°894(2020), les comptes nationaux trimestriels, ONS, 1er trimestre2020
- 26- ONS n°903(2020), Indice de la production industrielle au 2ème trimestre 2020.
- 27- ONS n°932(2020), les comptes nationaux trimestriels, 1er trimestre 2021.
- 28- ONS n° 862(2020), les comptes économiques en volume de 2015 à 2018.
- 29- ONS, l'Algérie en quelques chiffres, N°42-49, 2010-2019.
- 30- Ouramdane Mehenni : FMI 2021, la croissance économique de l'Algérie devrait s'établir à -5.5% en 2020, tiré du site : Algérie-éco.com, consulté le 15/10/2020.
- 31- Ouramdane Mehenni : FMI 2021, le FMI prévoit une croissance de 2.9% en 2021, tiré du site : Algérie-éco.com, consulté le 07/04/2021.
- 32- perspectives de l'économie mondial : FMI 2020, une ascension longue et difficile
- 33- Rapport de développement humain : Algérie2020, tiré du site : www.dz.undp.org(2021), consulté le 13/03/2021.
- 34- Salariat(2021), Salariat : la lourde facture du covid-19, enquête réalisé par le ministère du travail, Algérie, 2020.